



Lettre n° 292 du 18 juin 2023

Au sommaire :

- **Les multinationales, les politiques migratoires et les démagogues xénophobes assassinent** - *Yvan Lemaitre*
- **Le coût sanglant de la contre-offensive ukrainienne - La guerre, la pire des barbaries** - *Galia Trépère*
- **Un mouvement inédit, ses suites appellent des réponses nouvelles de ses acteurs et actrices, des révolutionnaires** - *Bruno Bajou*

Les multinationales, les politiques migratoires et les démagogues xénophobes assassinent

« *Ce n'est pas un accident, c'est un meurtre !* » dénonce un sauveteur en mer grec qui accuse les garde-côtes d'avoir délibérément laissé mourir 650 migrants dont une centaine d'enfants embarqués à bord du bateau de pêche qui a chaviré dans la nuit du 13 au 14 juin, alors qu'il se trouvait dans les eaux internationales, au large des côtes grecques. Il y aurait 104 survivants dans un état de détresse physique et morale absolue que le gouvernement grec se prépare à regrouper dans un camp et dont la plupart seront expulsés.

Face à l'ampleur du drame, le premier ministre grec Kyriákos Mitsotákis a été obligé de décréter trois jours de deuil national. Il s'est dit « *attristé par la perte de tant de vies innocentes* » alors que, le matin même du naufrage, il se félicitait d'avoir « *réduit au minimum les flux migratoires* » par une politique répressive refoulant illégalement les exilés aux frontières et qu'il fait de la lutte contre l'immigration un cheval de bataille, promettant l'extension du mur « *antimigrants* » à la frontière séparant la Grèce de la Turquie.

Macron, quant à lui, tout occupé à recevoir MBS, son ami le tyran d'Arabie saoudite, figure du capitalisme mondialisé, n'a pas réagi, tout comme Georgia Meloni la première ministre italienne d'extrême droite qui, accompagnée d'Ursula von der Leyen, présidente de la Commission européenne, était, dimanche 11 juin, en visite en Tunisie munie d'un chèque d'un milliard d'euros destiné à financer le contrôle des frontières du pays.

Quant à Darmanin, il s'est ému, « *Le drame qui a coûté la vie à plusieurs dizaines de femmes et hommes, lors du naufrage de leur embarcation dans la mer Méditerranée, nous bouleverse. Mes pensées vont aux proches des victimes* ». Cette émotion l'a vite abandonné à la pensée de l'ignoble opération qu'il a commanditée à Mayotte,

toujours en cours dans un terrible silence, et de de sa loi immigration, de Ciotti ou de Le Pen-Zemmour qui, la semaine dernière, s'emparaient sans scrupules du drame d'Annecy pour déverser leur stupidité et leur haine xénophobes meurtrières.

Ceux qui instrumentalisent les peurs, la xénophobie pour masquer la faillite de leur politique

Frontex, l'agence européenne de surveillance des frontières, la veille du naufrage, avait repéré le bateau surchargé sans le secourir, prétextant, tout comme les garde-côtes grecs, que les réfugiés ne voulaient pas être secourus ! « *C'est un argument fallacieux régulièrement utilisé par certains États membres de l'Union européenne et par Frontex pour essayer de prouver que ces bateaux ne sont pas en détresse* », selon Louise Guillaumat, directrice adjointe des opérations de SOS Méditerranée, et ainsi contourner le cadre légal défini par le droit maritime qui oblige à porter assistance à tout navire en détresse.

La carence criminelle est manifeste au point que Frontex est obligé de la reconnaître. Le drame aurait pu être évité mais les gouvernements des 27 États de l'UE ferment les yeux et s'enferment dans une absurde et criminelle logique antimigrants avec l'adoption du pacte immigration qui aggrave les mesures répressives de leur Europe-forteresse et externalise les frontières. Leur seule préoccupation est de se défausser sur les États par lesquels transitent les migrants dont la Libye et la Tunisie auxquels ils sous-traitent la répression.

Le prix payé par les migrants s'alourdit. En 2022, selon l'Organisation internationale pour les migrations, 159 410 migrants sont parvenus à traverser la mer Méditerranée pour rejoindre l'Europe. Plus de 2 400 sont morts. Depuis

le début de l'année, au 11 juin 2023, au moins 1 037 migrants sont morts ou portés disparus en mer Méditerranée, depuis 2015 ils sont donc au moins 24 381.

Les États justifient leur fuite en avant criminelle par une abjecte propagande chauvine, xénophobe et raciste.

L'ouverture des frontières sera l'œuvre des prolétaires eux-mêmes

Quant aux politiciens qui ne sont pas encore totalement subjugués et aveuglés par leur propre propagande, il est évident non seulement que leur politique est criminelle, leurs justifications hypocrites et dangereuses mais qu'elle constitue une faillite incapable de répondre au drame engendré par le capitalisme mondialisé, le pillage des richesses par les multinationales, la misère, la violence de la concurrence, des dictatures et de la guerre.

La mondialisation capitaliste perpétue les blessures vives héritées de la colonisation, accentue le pillage des richesses, entretient les dictatures, attise les rivalités entre clans ou ethnies au sein des pays pauvres en fonction des intérêts des groupes capitalistes et des grandes puissances, provoque guerres et conflits au point que le seul espoir est le départ au prix de voyages de plus en plus risqués, désespérés.

Les réponses réactionnaires répressives des États, loin d'apporter des solutions, aggravent les tensions tout en flattant l'égoïsme national le plus étriqué qui profite aux forces les plus réactionnaires et se retourne contre les migrants mais aussi contre les travailleurs et les classes populaires.

La société a pourtant les moyens de faire face dès maintenant à cette arriération barbare, les moyens de soulager la misère et la détresse, d'accueillir celles et ceux qui la fuient.

Loin d'être nos ennemis, les migrant-e-s sont nos sœurs et nos frères de classes, des prolétaires acteurs, au prix de leur vie, de la transformation du monde pour en finir avec cette société où les capitaux circulent librement avides de profits alors que les êtres humains sont d'autant plus contrôlés, enchaînés, réprimés qu'ils sont pauvres et démunis.

Défendre leur droit participe de la lutte pour les droits de tous les exploités, elle est notre lutte contre tous les préjugés réactionnaires, nationalistes. « *Les travailleurs n'ont pas de patrie* » n'est pas une formule abstraite ou morale mais une politique. Elle commence par l'accueil humain des migrant-e-s, la régularisation des sans-papiers. Elle met en avant le droit de libre circulation et d'installation.

La classe minoritaire et parasite qui dirige le monde est incapable d'appliquer les principes censés régir le droit international fondé sur le respect de la dignité humaine, des droits des migrant-e-s, la lutte contre le racisme, pour la liberté de circulation, bien au contraire elle les foule au pied. Elle est réactionnaire, dépassée, condamnée par le développement même du capitalisme dont la faillite crée les conditions de la coopération, de la solidarité entre les peuples, de l'abolition des frontières, du socialisme.

Yvan Lemaitre

Le coût sanglant de la contre-offensive ukrainienne La guerre, la pire des barbaries

Depuis longtemps préparée par les puissances de l'Otan, les USA et leurs alliés, la « contre-offensive » ukrainienne aurait démarré le 6 juin dernier, le jour de la destruction aux conséquences catastrophiques du barrage de Kakhovka sur le Dniepr, dont chacun des deux camps se renvoie la responsabilité. Sur trois endroits de la ligne de front de près de 1000 km de long, des brigades ukrainiennes s'efforcent de percer, sous le feu de l'artillerie ennemie, les lignes de défense de l'armée russe, champs de mines, tranchées, chars enterrés et obstacles anti-chars, casemates en béton. Ces soldats chargés d'ouvrir des brèches subissent de lourdes pertes, 1000 morts par jour selon les Russes, un nombre peut-être grossi pour les besoins de la propagande mais conforme aux « *lourdes pertes* » enregistrées par des responsables américains, après quoi d'autres brigades s'efforceraient de parvenir jusqu'à la mer d'Azov coupant ainsi en deux les forces russes, entre le Donbass et la Crimée. A cette heure, une centaine de km² au plus auraient été repris par les soldats ukrainiens, encore séparés de la mer d'Azov par plus de 100 kilomètres, ce qui laisse augurer de plusieurs semaines voire mois supplémentaires de cette boucherie

sanglante, qui rappelle celle des tranchées de la guerre de 14-18.

Vers une extension de la guerre ?

Les dirigeants occidentaux, de l'Otan, qui supervisent ces opérations militaires, ont multiplié parallèlement, en préparation du prochain sommet de l'Otan à Vilnius les 11 et 12 juillet, réunions et conférences de presse, ainsi que, sur le plan militaire, des exercices de grande ampleur en Europe qui ont l'objectif de réaliser l'interopérabilité des troupes de l'Otan, manœuvres aériennes en Allemagne impliquant 250 avions et hélicoptères de combat dont 100 américains et 10 000 aviateurs venus de 25 pays de l'Otan et de ses alliés dont le Japon et la Suède, et en Roumanie, pays limitrophe de l'Ukraine, des exercices impliquant 2500 soldats venant d'une douzaine de pays dont la France.

L'escalade guerrière a franchi un nouveau palier, dont aucune des puissances impliquées n'a réellement la maîtrise. L'objectif déclaré est d'obliger la Russie à négocier mais ce déploiement militaire pourrait déboucher sur une extension de la guerre, l'implication directe d'autres

armées -l'ancien dirigeant de l'Otan, Rasmussen, aujourd'hui conseiller de Zelensky, n'a-t-il pas évoqué sous forme de menace, une intervention directe sur le terrain de la Pologne et des États baltes- et, à terme, l'utilisation d'armes tactiques nucléaires, réinstallées il y a peu du côté russe, en Biélorussie.

Autant dire qu'aucun peuple n'a intérêt à cette guerre, pas plus la population russe prise en otage par la folie guerrière du tyran Poutine que la population ukrainienne servant de chair à canon dans la guerre par procuration que lui font mener les États-Unis et leurs alliés contre la Russie.

Et quel sens peut bien avoir dans ces conditions le slogan « *Hors d'Ukraine les troupes russes* », sinon celui que lui donne Zelensky qui réclame un retour aux frontières d'avant 2014, fusse au prix de dizaines de milliers de morts supplémentaires et d'une dévastation encore pire de toute cette région de l'Europe, un véritable calvaire pour les populations ? Si une partie des dirigeants de l'Otan a écarté jusqu'à présent cette possibilité, ce n'est pas par philanthropie mais seulement parce que Poutine est encore à leurs yeux un garant de l'ordre capitaliste en Russie et dans les républiques asiatiques. Mais aucun État, fût-il le plus puissant du monde, n'est en mesure de dicter leur marche aux événements et aux engrenages guerriers qu'il a lui-même mis en branle.

Encore et à nouveau sur les origines de la guerre

La résurgence ces dernières semaines du conflit entre Serbes et Kosovars nous rappelle non seulement que la première guerre sur le sol européen de l'Otan avait été menée en 1999 dans l'ex-Yougoslavie mais aussi l'inefficacité de l'intervention de celle-ci pour apporter une quelconque solution à la guerre engendrée par le conflit entre le pouvoir serbe, héritier de l'État de l'ancienne fédération yougoslave, et les différentes nationalités qui composaient celles-ci, l'une et les autres encouragées dans l'affirmation de leurs intérêts nationaux, chauvins, par les différentes puissances européennes après la mort de Tito. Du 23 mars au 10 juin 99, une intense campagne de bombardements de l'Otan pour faire tomber le régime du dictateur serbe Milosevic -480 sorties aériennes par jour- avait ruiné la région, fait plusieurs centaines de morts et détruit quantité d'infrastructures.

Cette guerre ouverte menée par l'Otan s'inscrivait dans l'offensive que celle-ci menait depuis le début des années 90 pour accroître son influence en Europe mettant à profit l'effondrement de l'URSS en 1990-91, un effet de l'offensive de la mondialisation capitaliste. L'OTAN n'a cessé depuis d'intégrer les États de l'ancien glacis soviétique dans ses rangs. En 2008, alors que ses dirigeants envisageaient avec insistance l'adhésion de l'Ukraine et de la Géorgie, deux pays aux frontières mêmes de la Russie, Poutine prit les devants pour l'empêcher en lançant une expédition militaire en Géorgie pour y soutenir deux républiques séparatistes russes. Puis en 2014, par rapport

à l'Ukraine, il annexe la Crimée et arma en sous-main les milices pro-russes du Donbass. Dire cela n'est ni l'excuser ni le défendre, mais seulement comprendre les actes d'un brigand autocrate, représentant des intérêts des capitalistes, oligarques russes, qui défend leur zone d'influence en même temps que son pouvoir qu'il a assis dans une partie de la population en flattant les préjugés nationalistes grand-russes hérités du tsarisme et du stalinisme.

Loin de tenter de prévenir la guerre, les États-Unis se sont saisis de l'odieuse agression de Poutine contre l'Ukraine le 24 février 22, réponse réactionnaire et aveugle à leur propre déploiement militaire, comme d'une aubaine pour leurs desseins hégémoniques, comme ils l'avaient fait de l'invasion du Koweït à l'été 1990 pour justifier leur guerre contre l'Irak. Engagés dans une offensive destinée à sauvegarder à tout prix leur position dominante qu'ils considèrent bien plus menacée qu'à l'époque par les nouvelles puissances capitalistes émergentes, en particulier la Chine, ils ont réussi à replacer sous la tutelle de leur bras armé, l'Otan, la quasi-totalité des pays d'Europe et une bonne partie de l'Asie du sud-est. A travers la guerre qu'ils mènent par peuple interposé en Ukraine, ils préparent consciemment les guerres futures dans le cadre de leur rivalité avec la Chine.

Dans cette course au militarisme et à la guerre, nous ne sommes d'aucun des camps des classes possédantes, qu'elles soient dirigées par Biden, Macron, Poutine ou Xi Jiping.

Contre la guerre et sa généralisation, union internationale des travailleurs et des peuples contre leurs exploiters

Dans le contexte de l'essoufflement d'un système capitaliste devenu sénile, incapable de générer les profits nécessaires à sa survie sans aggraver l'exploitation des travailleurs et le pillage des peuples, l'exacerbation de la concurrence sur le terrain économique débouche sur une utilisation toujours plus importante de la force et des armes pour extorquer des biens, des richesses et des privilèges, par de simples bandes armées qui sévissent dans les pays les plus pauvres comme par les plus grandes puissances qui pillent le reste du monde, les premières souvent instrumentalisées par ces dernières.

La menace d'une généralisation de la guerre ou des guerres touche les peuples du monde entier. Une situation qui peut sembler sans issue si on ne voit pas les possibilités que peuvent ouvrir les révoltes populaires, la solidarité et les aspirations collectives qui s'y affirment, les prodiges dont sont capables les opprimés quand ils prennent leur sort en main, les possibilités matérielles du socialisme créées par la mondialisation capitaliste elle-même, d'une société délivrée de la propriété capitaliste, fondée sur la coopération consciente et internationale des travailleurs et des peuples.

Cette perspective peut sembler lointaine, voire utopique, elle est pourtant en germe dans n'importe quelle grève, n'importe quel mouvement social, pour peu qu'ils s'orga-

nisent démocratiquement. Elle se traduit et commence sur le plan politique, par une totale indépendance intellectuelle, morale et politique des travailleurs par rapport à leur propre bourgeoisie quels que soient ses représentants au pouvoir, sa propagande mensongère, par le refus

de l'union nationale et de leur économie de guerre, par l'affirmation de leur solidarité avec les travailleurs et les pauvres du monde entier.

Galia Trépère

Un mouvement inédit, ses suites appellent des réponses nouvelles de ses acteurs et actrices, des révolutionnaires

Tout en disant ne pas vouloir « *tourner la page* », l'intersyndicale réunie le 15 juin dernier a définitivement acté la fin de la bataille des retraites, sans aucune autre initiative que de se retrouver « *dès la rentrée* » pour « *dégager des revendications communes* »... avec surtout la volonté de renouer avec le jeu bien huilé des négociations et du « *dialogue social* » : une impasse.

En guise de bilan, l'intersyndicale ne sait que se plaindre de l'intransigeance du gouvernement et du trop faible taux de syndicalisation. Rien à redire sur sa stratégie perdante d'enchaîner 14 journées d'action, calées sur le calendrier parlementaire, sans véritable plan de bataille pour préparer l'inévitable affrontement avec le gouvernement qu'impliquait la remise en cause de cette réforme.

Dans une tribune du *Monde*, parue le lendemain de cet enterrement, Sophie Binet conclut non sans cynisme : « *La dynamique, l'esprit de fête et la culture de la gagne ont fait la force du mouvement. Nous avons semé de précieuses graines pour l'avenir, à nous de les faire fructifier !* » Une autosatisfaction, un bluff bureaucratique qui idéalisent la réalité vue du seul point de vue de l'appareil !

Pour les travailleurs, les militants du mouvement, le bilan est tout autre... La fierté du combat mené n'efface pas le fait que Macron a réussi à imposer sa réforme ni la responsabilité de la politique de l'intersyndicale. Celle-ci se félicite d'avoir remis les syndicats au centre du jeu. C'était sa préoccupation, faire valoir les intérêts des appareils dans le cadre du dialogue social, une illusion qui aboutit en fait à un échec dont il nous faut tirer le bilan. Les acquis du mouvement, l'expérience démocratique de cinq mois de lutte ne pourront « *fructifier* » qu'en toute indépendance de ces appareils syndicaux totalement intégrés au jeu institutionnel !

Le mouvement a été l'expression d'une colère sociale profonde. A travers lui a émergé un sentiment de masse anticapitaliste qui a trouvé en Macron et son gouvernement sa cible et qui, de fait, perdure. Que la réforme soit passée en force renforce cette colère sociale et politique qui ne pourra que s'approfondir. Le rejet de Macron et de son gouvernement s'est manifesté à travers la multiplication des casseroles, des rassemblements à chaque déplacement de ministres et de multiples initiatives malgré la volonté de l'intersyndicale de tourner la page tout en disant le contraire. Le refus de cette société d'exploitation où explosent les inégalités continue à s'exprimer à travers la multiplication de grèves sur les salaires et contre la dé-

gradation des conditions de travail comme à Vertbaudet ou à Eurodisney.

Le dynamisme, la vie démocratique qui ont caractérisé depuis le début ce mouvement, ont permis à sa fraction militante de faire une expérience inédite, créant une situation nouvelle qui contribue à modifier le rapport de force. Une situation qui porte en elle de nouvelles possibilités qu'il nous faut discuter en toute indépendance de ceux qui voudraient enterrer le mouvement et ses acquis, pour en faire le bilan et en tirer les leçons. Quelle autre stratégie aurait-il fallu au mouvement pour se préparer à l'affrontement avec le gouvernement ? Comment se donner les moyens de diriger nos luttes pour les mener jusqu'au bout ? Un débat qui concerne tous les militants du mouvement, qu'ils soient organisés dans un courant révolutionnaire ou non, un débat indispensable pour préparer les luttes à venir pour les salaires, le pouvoir d'achat, contre les licenciements et la précarité, pour les services publics, l'environnement...

Une expérience politique collective, démocratique, déterminante dans l'évolution du rapport de force

A travers le mouvement de nombreux salarié·e-s, syndiqué·e-s ou non, militant·e-s d'organisations révolutionnaires ou non, des gilets jaunes, des jeunes, ne se sont pas contentés de suivre le calendrier des appareils syndicaux. Pour pouvoir prendre des initiatives face à l'intransigeance et au cynisme du gouvernement, ils se sont organisés dans différents cadres, dans des assemblées, des collectifs, des interpros... Autant de réseaux militants informels qui ont cherché à s'organiser démocratiquement, hors des cadres habituels, à la base, sans schémas préétablis, en improvisant à partir de ce qui existait ou en innovant.

Si ces cadres n'ont pas eu la force de s'unifier, de prendre la direction du mouvement, ils ont permis à une fraction de ses militants de discuter démocratiquement, étapes par étapes, des enjeux et des perspectives de la lutte, des limites de la politique de l'intersyndicale, de la mascarade du jeu parlementaire, de la violence de la répression de l'Etat... Cela a permis aussi de décider des actions qu'il était possible d'organiser au-delà de la succession bien réglée des journées d'actions de l'intersyndicale. Cette fraction militante au sein de laquelle se sont retrouvés les militants révolutionnaires, a fait de la politique, au sens

de discuter collectivement de la défense de ses intérêts dans un cadre démocratique, ébauche d'une politique de classe indépendante des institutions.

Le mouvement a ainsi suivi sa propre dynamique et tous ses militants ont fait, à des niveaux différents, une expérience politique, collective, démocratique... en se confrontant à la réalité du pouvoir de l'Etat et des classes dominantes, aux limites du jeu institutionnel parlementaire ou syndical et à la violence de l'Etat avec la répression des manifestations, les arrestations de militants.

Ces expériences vécues dans le feu du combat collectif constituent son principal acquis politique et militant. Un acquis précieux qui a contribué à transformer les consciences à une échelle qui dépasse largement les forces et l'influence des organisations révolutionnaires, participant ainsi à une modification du rapport de force.

Cinq mois de lutte ont contribué à renforcer la compréhension à une échelle large du lien entre toutes les attaques sociales, les bas salaires, la dégradation des conditions de travail et le parasitisme d'une aristocratie financière dont la seule logique est la course au profit. Cela a aussi contribué à révéler le rôle de l'Etat, de ses institutions, de sa police, de sa justice au service exclusif de cette classe minoritaire. Cela a enfin renforcé la conviction que la lutte engagée sur la réforme des retraites s'inscrit dans la lutte globale entre le travail et le capital qui ne peut avoir d'autre issue que la remise en cause du pouvoir des classes dominantes et des Etats à leur service, ce qui implique de s'organiser démocratiquement par en bas pour prendre en main nos luttes.

Même si nous sommes aujourd'hui au creux de la vague, ces acquis militants et politiques contribuent au maintien et à la vigueur d'un large mouvement qui, alors que l'intersyndicale a abandonné le combat pour renouer avec le jeu de dupe du dialogue social, se poursuit et continue même à se politiser en s'emparant de toutes les questions sociales, démocratiques, environnementales, avec la conscience que cela participe d'une même lutte des classes.

Formuler les leçons du mouvement pour dessiner l'ébauche d'une organisation de masse sur des bases de classe

Malgré la profondeur de la mobilisation et le succès des 14 journées, la politique de l'intersyndicale, en restant inféodée au jeu institutionnel, ne pouvait qu'être une stratégie perdante, incapable de vaincre le gouvernement pour qui la réforme était une question clé dans sa défense des intérêts des classes dominantes.

Si le courant révolutionnaire dans sa diversité n'a pu offrir une autre politique au mouvement que celle de l'intersyndicale si ce n'est à la marge, il est porteur d'un capital politique indispensable pour répondre aux besoins nouveaux nés de la mobilisation, pour lui donner une suite en lien avec la fraction la plus militante du mouvement. Cela veut dire aider à formuler le plus consciemment possible, comme une perspective, une orientation révolutionnaire,

ce qui s'est déjà exprimé dans les slogans des manifestations, « *c'est nous qui travaillons, c'est nous qui décidons* », « *la vraie démocratie, elle est ici* » ...

La première leçon du mouvement est la nécessité de se donner les moyens de construire les cadres démocratiques pour diriger nos luttes, pour discuter et décider d'une politique indépendante des forces politiques et syndicales de la gauche institutionnelle, une politique qui repose sur la conviction que le monde du travail et la jeunesse peuvent et doivent prendre leurs affaires en main.

Un parti démocratique, révolutionnaire ne naîtra pas par en haut du volontarisme de tel ou tel courant démontrant la justesse de sa politique ni de l'unité formelle, de la fusion entre des courants mais bien de l'activité même du monde du travail, de la jeunesse à travers la confrontation démocratique des idées, des choix tactiques, des politiques, des courants nés de ces débats, des discussions, de leur vérification dans l'action.

Le capital politique des révolutionnaires représente un instrument pour penser le mouvement dans sa réalité, sans l'idéaliser mais avec la volonté d'en percevoir toutes les potentialités, de comprendre ce qui y est en germe et notamment le fait qu'en son sein, parmi sa fraction militante qui s'est transformée dans la lutte, existe l'ébauche de ce qui pourrait devenir une organisation de masse sur des bases de classe.

Car cette conscience de la nécessité de s'organiser à la base pour prendre son sort en main peut créer les conditions pour qu'émerge du mouvement lui-même, à une échelle bien plus large que les seules forces des révolutionnaires, l'embryon d'un nouveau parti du monde du travail.

Une politique de classe qui fasse le lien entre les exigences, les revendications et la question du pouvoir

Le mouvement révolutionnaire dans sa diversité constitue la force motrice de l'émergence d'un tel parti. Cela implique bien évidemment de prendre la mesure de l'urgence et de la nécessité de se coordonner pour dépasser les divisions de courants en concurrence les uns les autres. C'est la condition pour pouvoir rassembler nos forces avec celles des militant·e·s du mouvement pour discuter ensemble démocratiquement d'une politique pour la suite et répondre aux nouvelles attaques comme à la campagne idéologique réactionnaire du pouvoir.

Sortir des divisions ne se décrète pas, c'est un choix politique que devrait nous imposer la compréhension de la nouvelle période de faillite du capitalisme, de guerre, de menace de l'extrême droite, d'urgence sociale, écologique, démocratique à laquelle le mouvement ouvrier, toute la société sont confrontés. Surmonter collectivement nos faiblesses, c'est prendre en compte les intérêts généraux du mouvement plutôt que de jouer les donneurs de leçons au nom d'une vision idéalisée de ce que devrait être une lutte dans laquelle les révolutionnaires seraient prédestinés à jouer le rôle dirigeant.

L'essor de la lutte, les prises de consciences nouvelles créent les conditions pour permettre de surmonter notre morcellement qui conduit à théoriser et donc amplifier les désaccords tactiques.

C'est la seule voie pour nous dégager des sectarismes qui prétendent dicter sa politique à la mobilisation au lieu d'y plonger pour apprendre d'elle tout en l'influençant, pour l'armer politiquement, renforcer son indépendance de classe, l'auto-organisation.

Cette démarche ouverte et démocratique à l'égard du mouvement pour le renforcer, et non renforcer tel ou tel courant, crée les conditions d'une démarche ouverte et démocratique entre révolutionnaires soucieux d'être efficaces du point de vue de l'intérêt collectif qui ne peut se confondre avec l'intérêt de tel ou tel courant. Elle pourrait ouvrir cet indispensable débat entre militants révolutionnaires et avec tous ceux qui cherchent des perspectives, pour se préparer à lutter contre l'offensive du gouvernement Macron et des classes dominantes.

Mener ce débat du point de vue des intérêts généraux du mouvement est un choix politique qui résulte de la prise en compte des données de la nouvelle période caractérisée par la crise globale d'un capitalisme financiarisé mondialisé comme les nouvelles perspectives qu'ouvre le renouveau de la lutte des classes qui, nécessairement, connaît et connaîtra des développements inédits.

Il y a urgence à se dégager des cadres de raisonnement du passé pour penser le mouvement actuel comme une manifestation de cette nouvelle période qui s'inscrit dans la continuité des soulèvements qui, depuis les printemps arabes, ont touché toutes les régions du monde comme autant de manifestations d'une nouvelle phase de développement des luttes sociales. Une nouvelle montée de la révolte sociale qui se caractérise par une rupture de plus en plus profonde d'une fraction du monde du travail et de la jeunesse avec ce système, ses institutions au service des classes dominantes.

C'est une situation nouvelle dont jusqu'à présent le mouvement révolutionnaire a bien du mal à discuter sérieusement les caractéristiques inédites et notamment le fait

que les conditions objectives et subjectives sont réunies pour un renouveau du mouvement ouvrier, du mouvement d'émancipation qui ne ressemblera pas à ce que nous avons connu jusque-là, ni même à ce que les générations militantes précédentes ont connu ou imaginé au cours des phases de la lutte des classes qui ont correspondu aux différentes périodes du développement du capitalisme.

C'est d'autant plus urgent et indispensable d'en discuter que les données de la nouvelle période rendent de fait inopérants les anciens mots d'ordre mais à l'inverse doivent nous conduire à nous placer résolument dans la perspective de l'émergence d'organisations de masse sur des bases de classe.

C'est une situation totalement nouvelle et inédite pour le mouvement révolutionnaire, le courant trotskyste, qui pourtant malgré ses faibles forces, de par toute son histoire et son capital politique, devrait être en capacité d'y jouer un rôle fondamental.

Il y a urgence à dépasser les divisions entre courants révolutionnaires en nous mettant finalement à l'école du mouvement et de ses cadres unitaires, démocratiques pour, avec ses militants, aider à formuler une politique indépendante qui lie la défense des revendications, même les plus immédiates, à une politique indépendante de tout cadre institutionnel, à une stratégie révolutionnaire de lutte pour le pouvoir en rupture avec le système et ses institutions et qui donc pose la question du pouvoir, dans la perspective d'une transformation révolutionnaire de la société.

Cette stratégie s'élabore démocratiquement à travers la discussion publique large entre révolutionnaires et avec les actrices et acteurs du mouvement, comme l'expression des contradictions et des possibilités portées par la nouvelle période, comme outil pour aider le monde du travail à prendre conscience de ses intérêts propres, à prendre confiance dans sa force collective pour les défendre, à se constituer en parti.

Bruno Bajou